
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle et du deuxième groupe de l'opposition

*Programme 02 - Services de soutien auprès de la première ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

*Programme 02 - Services de soutien auprès de la première ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 – 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N ^o	LISTE DES QUESTIONS	Page
1	Indiquer les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1.1
2	Budget détaillé des dépenses depuis le 31 août 2012, (et prévisions pour 2013-2014).	2.1
3	Organigrammes détaillés du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser le nom et le titre des personnes en faisant partie.	3.1
4	Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, le budget dépensé depuis le 19 septembre 2012, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.	4.1
5	Liste des comités ministériels permanents du MCE depuis le 19 septembre 2012, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.	5.1
6	Copie de toutes les directives émises par la première ministre ou le secrétaire général depuis le 19 septembre 2012.	6.1
7	Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 31 août 2012.	7.1
8	Liste des « CT réceptions » du Conseil des ministres depuis le 19 septembre 2012 en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.	8.1
9	Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 1 ^{er} avril 2012 (en distinguant la période avant le 31 août 2012 et la période depuis le 31 août 2012) avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.	9.1
10	Montants déboursés par mois depuis le 31 août 2012 pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.	10.1
11	Effectifs affectés au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 1 ^{er} avril 2012 (en distinguant la période avant le 31 août 2012 et la période depuis le 31 août 2012), avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.	11.1

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N ^o	LISTE DES QUESTIONS	Page
12	Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 31 août 2012.	12.1
13	Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 31 août 2012, avec pour chacun : a. la durée de la période de non-affectation; b. le salaire total versé durant la non-affectation; c. la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	13.1
14	Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 31 mars 2012.	14.1
15	Depuis le 31 mars 2012, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.	15.1
16	Depuis le 31 mars 2012, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.	16.1
17	La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.	17.1
18	Le budget total pour 2012-2013 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale) et prévisions pour 2013-2014.	18.1
19	Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 31 août 2012 : a. objet de la campagne; b. coût de la campagne; c. clientèle visée par la campagne; d. moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée); e. nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne; f. firme responsable du placement média; g. et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image de la première ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?	19.1
20	Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 31 août 2012.	20.1
21	Depuis le 19 septembre 2012, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par la première ministre.	21.1

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	Page
22	La liste des études et/ou des rapports commandés depuis le 31 août 2012 touchant le fédéralisme, la place du Québec au Canada et/ou la constitution canadienne, le coût de ces études et/ou rapports ainsi que leur échéancier.	22.1
23	La liste des rencontres de la première ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens depuis le 19 septembre 2012, ainsi que pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.	23.1
24	Description du volet « Cabinet du ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne » du Programme 6 (Institutions démocratiques et Participation citoyenne) ainsi que son mandat, ses objectifs, la ventilation de son budget dépensé en 2012-2013, le nombre de fonctionnaires qui y sont affectés, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.	24.1
25	Description du volet « Identité et Laïcité » du Programme 6 (Institutions démocratiques et Participation citoyenne) ainsi que son mandat, ses objectifs, la ventilation de son budget dépensé en 2012-2013, le nombre de fonctionnaires qui y sont affectés, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.	25.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Indiquer les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Sommes déboursées entre le 1^{er} avril et le 31 août 2012

Logiciels : 63 704 \$

Matériel : 174 381 \$

Services professionnels et auxiliaires : 190 272 \$ (externe 120 908 \$; CSPQ 69 364 \$)

Sommes déboursées entre le 31 août et le 30 novembre 2012

Logiciels : 16 488 \$

Matériel : 96 266 \$

Services professionnels et auxiliaires : 119 932 \$ (externe 28 952 \$; CSPQ 90 980 \$)

Prévisions 2013-2014

Logiciels : 40 000 \$

Matériel : 194 650 \$

Services professionnels et auxiliaires : 643 250 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 2 :

Budget détaillé des dépenses depuis le 31 août 2012 (et prévisions pour 2013-2014).

Programme 2

Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif

Éléments	Budget de dépenses 2013-2014	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2013-2014	Crédits 2012-2013
1. Cabinet de la première ministre	4 943,3	-	-	4 943,3	4 943,3
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	10 324,1	-	-	10 324,1	10 998,6
3. Direction générale de l'administration*	17 839,2	530,6	1 118,0	18 426,6	18 262,0
4. Indemnités de l'exécutif	1 066,7	-	-	1 066,7	1 066,7
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	15 446,4	-	-	15 446,4	16 049,9

Suite à la page 4

Ce programme vise à fournir à la première ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

* Les sommes d'argent reçues et à recevoir en remboursement des taxes de vente payées et à payer sur des crédits « Prêts, placements, avances et autres » sont retournées à ces mêmes crédits. Ces crédits peuvent être utilisés à nouveau.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments			Sous- total
			3	4	5	
			(000 \$)			
Rémunération	3 855,6	8 796,0	9 835,1	1 066,7	15 193,7	38 747,1
Fonctionnement	643,2	1 263,1	8 004,1	-	252,7	10 163,1
Transfert	444,5	265,0	-	-	-	709,5
	4 943,3	10 324,1	17 839,2	1 066,7	15 446,4	49 619,7
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	761,5	-	-	761,5
Prêts, placements, avances et autres	-	-	356,5	-	-	356,5
	-	-	1 118,0	-	-	1 118,0

Conseil exécutif

Programme 2 (suite)

Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif

Éléments	Budget de dépenses 2013-2014	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits
				2013-2014	2012-2013
(000 \$)					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales*	10 516,6	-	-	10 516,6	11 782,5
	<u>60 136,3</u>	<u>530,6</u>	<u>1 118,0</u>	60 723,7	<u>63 103,0</u>
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (chapitre E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Élément 4				1 066,7	1 066,7
Crédit à voter				59 647,4	62 026,7

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision et de ceux déjà inscrits pour de tels projets dans les programmes des autres portefeuilles peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau selon les conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous- total	6	Éléments	2013-2014	2012-2013
(000 \$)					
Rémunération	38 747,1	-		38 747,1	39 873,3
Fonctionnement	10 163,1	10 516,6		20 679,7	22 282,8
Transfert	709,5	-		709,5	709,5
	<u>49 619,7</u>	<u>10 516,6</u>		60 136,3	<u>62 865,6</u>
Budget d'investissements					
Immobilisations	761,5	-		761,5	761,5
Prêts, placements, avances et autres	356,5	-		356,5	6,5
	<u>1 118,0</u>	<u>-</u>		1 118,0	<u>768,0</u>

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2014-2015, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2013-2014, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

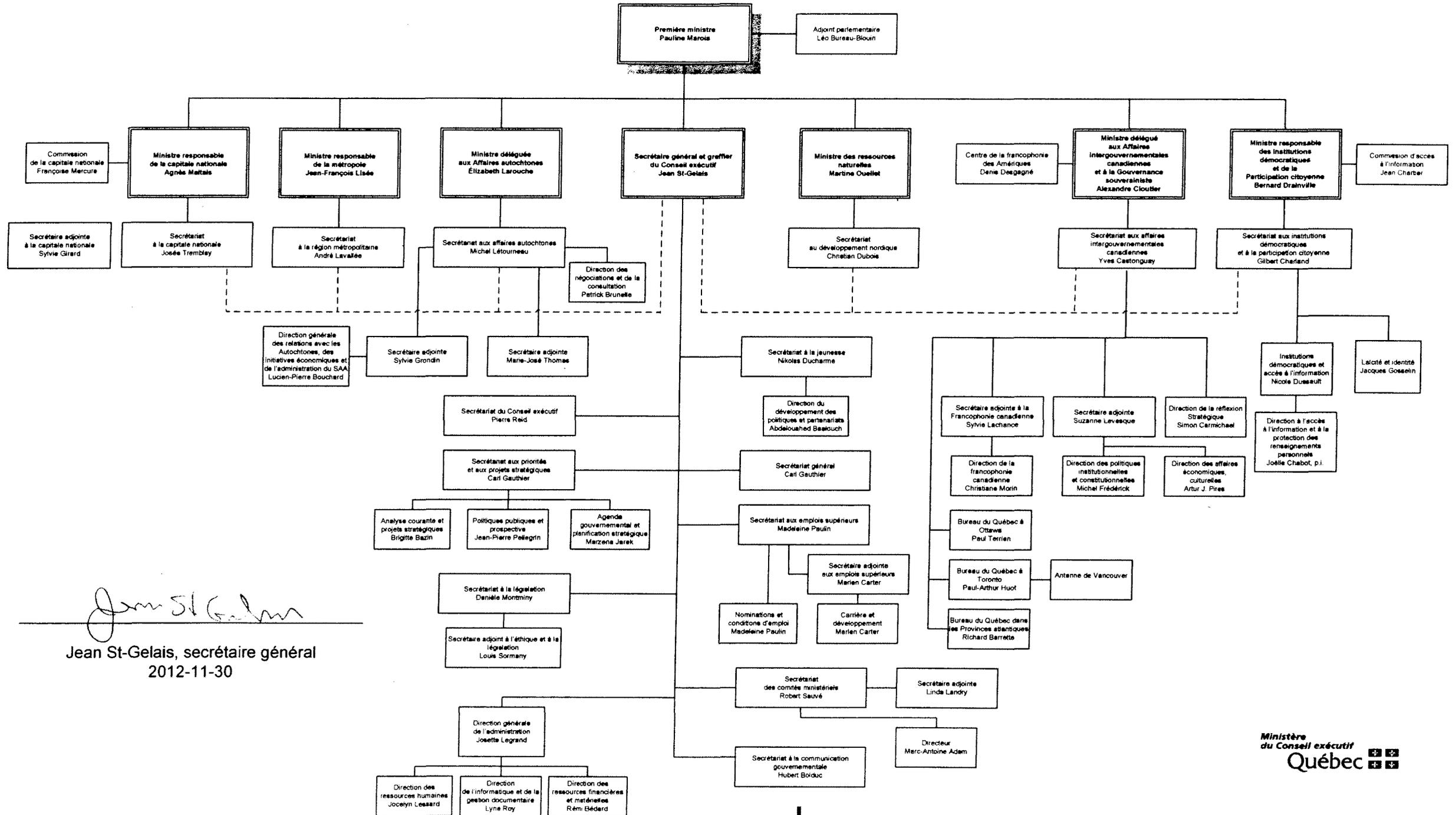
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

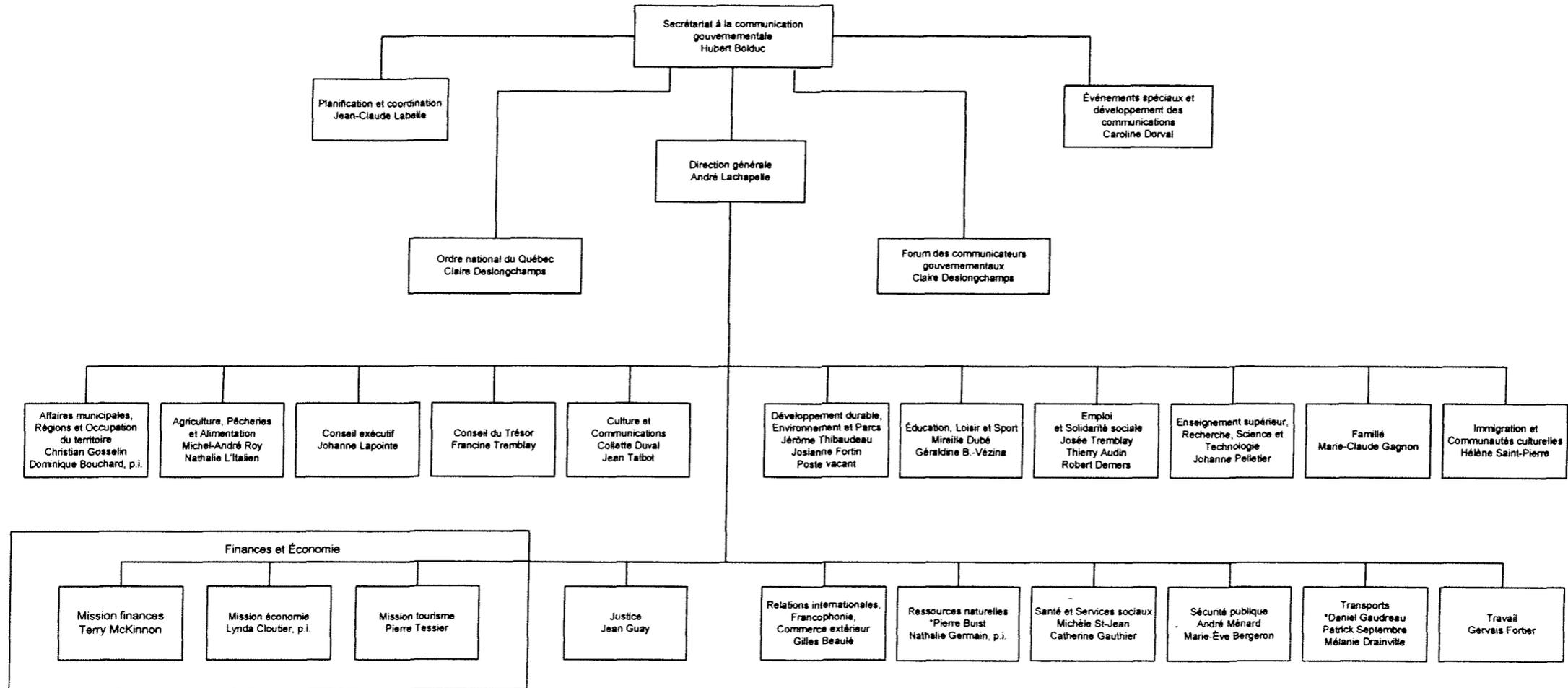
Question 3 :

Organigrammes détaillés du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser le nom et le titre des personnes en faisant partie.



Jean St-Gelais
 Jean St-Gelais, secrétaire général
 2012-11-30

Voir page 2
 ↓



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, le budget dépensé depuis le 19 septembre 2012, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR L'UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX DANS LE CONTEXTE GOUVERNEMENTAL

Mandat

Le groupe de travail interministériel sur l'utilisation des médias sociaux, sous la coordination du Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG), a le mandat de mettre en commun les réflexions sur l'utilisation de ces médias dans un contexte gouvernemental.

Membres

- Ministère de la Justice du Québec (MJQ)
- Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG-MCE)
- Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)
- Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information (SRIDAI-MCE)
- Services Québec
- Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Budget

Aucun budget particulier.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, le budget dépensé depuis le 19 septembre 2012, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) DE GOUVERNANCE ET DE RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Mandat

Favoriser la collaboration FPT en matière d'allègement de la réglementation par :

- la mise en commun des connaissances (ex. : pratiques exemplaires, résultats de certaines politiques ou mesures, etc.);
- la mise au point d'outils et de méthodes permettant d'accroître l'efficacité des actions (ex. : principes de bonne réglementation, méthodologie d'analyse des impacts économiques des réglementations).

Membres

- Représentants de 13 provinces, territoires et du gouvernement fédéral :
 - Représentant du Québec (Ministère des Finances et de l'Économie) : M. Yves Blouin, directeur de l'allègement réglementaire et administratif.

Résultats

- En 2012-2013, le Comité s'est réuni à Edmonton (Alberta), les 6, 7 et 8 juin 2012.

Budget

- **Dépenses réelles** pour 2012-2013 : 1 755,44 \$.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, le budget dépensé depuis le 19 septembre 2012, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

GRUPE DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS EN ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

Mandat

Sensibilisation, information et coordination des interventions relatives à la Politique gouvernementale sur l'allègement réglementaire et administratif, aux Plans d'action gouvernemental en vigueur ou en cours d'élaboration et à l'objectif de réduction de 20 % du coût des formalités administratives imposées aux entreprises.

Membres

- Représentants de 37 ministères et organismes.
- La DARA (Direction de l'allègement réglementaire et administratif) assure la coordination et le soutien des réunions du groupe des répondants gouvernementaux.

Budget

± 100 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, le budget dépensé depuis le 19 septembre 2012, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD)

Mandat

Comité mis en place en avril 1991 afin d'assurer une concertation en matière de développement durable au sein du gouvernement du Québec.

Membres

Représentants de tous les ministères et de certains organismes gouvernementaux (sous-ministres adjoints), sous l'autorité du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. Le représentant du ministère du Conseil exécutif est M. Jean-Pierre Pellegrin, secrétaire adjoint aux priorités et aux projets stratégiques.

Budget dépensé

Budget sous la responsabilité du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.

Résultats atteints

Le comité a tenu deux réunions (les 26 septembre et 5 décembre 2012).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, le budget dépensé depuis le 19 septembre 2012, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Mandat

- Le comité assure le suivi des travaux de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en matière de mobilité de la main-d'œuvre.
- La stratégie est composée de cinq volets :
 - la signature d'une Entente avec la France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles;
 - la signature d'un Accord de commerce entre le Québec et l'Ontario;
 - la promotion d'un Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Union européenne;
 - la mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) sur la mobilité de la main-d'œuvre;
 - l'accélération, d'une part, de la reconnaissance des qualifications professionnelles pour les personnes formées hors Québec et, d'autre part, du recrutement des travailleurs temporaires et des étudiants étrangers.

Membres

Ministère du Conseil exécutif
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Ministère des Finances et de l'Économie
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Ministère de la Justice
Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère du Travail
Office des professions du Québec

Budget

Aucun.

Rencontres

Aucune réunion ne s'est tenue au cours de l'exercice 2012-2013.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, le budget dépensé depuis le 19 septembre 2012, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ DE SÉCURITÉ CIVILE DU QUÉBEC

Mandat

Le comité oriente et approuve la planification gouvernementale de sécurité civile au Québec. En situation de sinistre majeur, il supervise l'action gouvernementale et rend compte, au besoin, au premier ministre et aux ministres concernés.

Membres

- Ministère du Conseil exécutif (ce comité est présidé par le secrétaire général)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur
- Ministère des Ressources naturelles
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère des Transports
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Hydro-Québec
- Services Québec
- Sûreté du Québec

Budget

Aucun.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Liste des comités ministériels permanents du MCE depuis le 19 septembre 2012, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ MINISTÉRIEL DE LA PROSPÉRITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Mandat :

Le mandat du Comité ministériel de la prospérité et du développement régional est d'assurer la cohérence des actions gouvernementales dans les domaines du développement économique, local et régional, du développement touristique, du développement durable, de la protection de l'environnement, du développement régional et de l'occupation du territoire, de la commercialisation et de l'exportation, des relations internationales, des ressources naturelles et de la faune, de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, du transport, de la simplification et de l'allègement de la réglementation, de l'innovation, de la recherche, de la science et de la technologie.

Membres :

Le ministre des Finances et de l'Économie;
le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie;
la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec;
le ministre délégué au Tourisme;
le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs;
la ministre des Ressources naturelles;
le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
le ministre des Transports et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
le ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur;
le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Liste des comités ministériels permanents du MCE depuis le 19 septembre 2012, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ MINISTÉRIEL DE LA SOLIDARITÉ

Mandat :

Le mandat du Comité ministériel de la solidarité est d'assurer la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines de l'éducation, de la main-d'œuvre, de la formation professionnelle, de la santé et des services sociaux, de l'emploi et de la solidarité sociale, de la famille et de l'enfance, de la sécurité publique, de la justice, des droits de la personne, des aînés, des jeunes, de la condition féminine, du sport et du loisir ainsi qu'en ce qui concerne les affaires autochtones.

Membres :

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministre du Travail et ministre responsable de la Condition féminine;

Le ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés;

Le ministre de la Justice;

Le ministre de la Sécurité publique;

La ministre de la Famille;

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;

La ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse;

La ministre déléguée aux Affaires autochtones.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Liste des comités ministériels permanents du MCE depuis le 19 septembre 2012, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ MINISTÉRIEL DE L'IDENTITÉ

Mandat :

Le mandat du Comité ministériel de l'identité est d'assurer la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines des affaires intergouvernementales canadiennes et de la gouvernance souverainiste, de la francophonie, de la langue, de la laïcité, de la citoyenneté québécoise, des institutions démocratiques, de la culture, des communications, de l'immigration, des communautés culturelles et du patrimoine.

Membres :

Le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne;
Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste;
La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française;
Le ministre de la Culture et des Communications;
Le ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur;
Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Liste des comités ministériels permanents du MCE depuis le 19 septembre 2012, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ MINISTÉRIEL DE LA RÉGION DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Mandat :

Le mandat du Comité ministériel de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est de coordonner l'action gouvernementale entre les principaux intervenants en ce qui a trait à la création d'emplois, au développement économique et touristique afin notamment de favoriser la diversification économique de la région.

Membres :

La première ministre;

Le ministre délégué aux Régions et ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;

La ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec;

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

La ministre des Ressources naturelles;

Le ministre délégué au Tourisme.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Liste des comités ministériels permanents du MCE depuis le 19 septembre 2012, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ MINISTÉRIEL DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

Mandat :

Le mandat du comité ministériel de la région métropolitaine est de conseiller le gouvernement sur toute question ou mesure ayant un impact significatif sur la région métropolitaine, d'assurer la cohérence des politiques et des activités gouvernementales relatives à cette région et d'assurer la coordination des actions gouvernementales entre les principaux intervenants sur le territoire de cette région.

Membres :

Le ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et ministre responsable de la région de Montréal, président du comité;

La ministre de la Famille et ministre responsable de la région de Laval, vice-présidente du comité;

La ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse et ministre responsable de la région de Lanaudière;

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre responsable de la région de la Montérégie;

Le président du caucus du parti du gouvernement et responsable de la région des Laurentides;

Le ministre des Finances et de l'Économie;

Le ministre délégué au Tourisme;

Le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs;

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie;

Le ministre des Transports et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;

La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française;

Le ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de la région de l'Outaouais;

Le ministre de la Culture et des Communications.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Liste des comités ministériels permanents du MCE depuis le 19 septembre 2012, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

COMITÉ MINISTÉRIEL DE LÉGISLATION

Mandat

Le mandat du comité ministériel de législation est de s'assurer, une fois qu'une décision a été prise par le Conseil exécutif, que le projet de loi qui en découle ainsi que les amendements qui y sont apportés sont conformes à cette décision. Le Comité s'assure également de la cohérence législative et juridique de tout projet de loi ou d'amendement qu'il examine.

Le Comité a aussi pour mandat de vérifier que toutes les étapes du processus d'élaboration du projet à l'étude ont été franchies et que les consultations qu'il pouvait requérir ont été effectivement tenues. Il prépare, à l'intention du Conseil exécutif, des avis sur les implications législatives ou réglementaires des mémoires et autres documents qui lui sont soumis. Le Comité de législation peut en outre donner des directives concernant la rédaction des lois et des règlements.

Les membres :

Le ministre de la justice, président du comité;

Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste, vice-président du comité;

Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor;

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministre du Travail et ministre responsable de la Condition féminine;

Le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne;

La ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse;

Le whip en chef du gouvernement;

Le président du caucus du gouvernement.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Copie de toutes les directives émises par la première ministre ou le secrétaire général depuis le 19 septembre 2012.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DE LA PREMIÈRE MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Aucune nouvelle directive n'a été émise par la première ministre ou le secrétaire général depuis le 19 septembre 2012.

Veillez prendre note que la loi édictant le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, adopté le 3 décembre 2010 et sanctionné le 8 décembre 2010, est applicable dans l'ensemble de ses dispositions depuis le 1^{er} janvier 2012. Vous pouvez obtenir une copie de ce document à l'adresse suivante :
<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2010C30F.PDF>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 31 août 2012.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DE LA PREMIÈRE MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

1^{er} avril 2012 au 31 août 2012

1 septembre 2012 au 30 novembre 2012

Salaire total versé aux cadres : 1 885 014 \$

Salaire total versé aux cadres : 1 120 495 \$

Boni total versé aux cadres : 0 \$

Boni total versé aux cadres : 0 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Liste des « CT réceptions » du Conseil des ministres depuis le 19 septembre 2012 en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés, ainsi que la date du service fourni.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 9. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 1^{er} avril 2012 (en distinguant la période avant le 31 août 2012 et la période depuis le 31 août 2012) avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.**

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 8 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Montants déboursés par mois depuis le 31 août 2012 pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 5 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. Effectifs affectés au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 1^{er} avril 2012 (en distinguant la période avant le 31 août 2012 et la période depuis le 31 août 2012), avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DE LA PREMIÈRE MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Du 1^{er} avril au 31 août 2012

Catégorie « fonctionnaire »

Nombre de mouvement : 2
Lieu de travail : Québec
Salaire : 31 814 \$ à 47 977 \$

Catégorie « professionnel »

Nombre de mouvement : 12
Lieu de travail : Québec
Salaire : 39 136 \$ à 80 061 \$

Catégorie « cadre »

Nombre de mouvement : 1
Lieu de travail : Québec
Salaire : 80 590 \$ à 109 942 \$

Du 1^{er} septembre au 30 novembre 2012

Catégorie « fonctionnaire »

Nombre de mouvement : 3
Lieu de travail : Québec
Salaire : 31 814 \$ à 47 977 \$

Catégorie « professionnel »

Nombre de mouvement : 5
Lieu de travail : Québec
Salaire : 39 136 \$ à 80 061 \$

Catégorie « cadre »

Nombre de mouvement : 1
Lieu de travail : Québec
Salaire : 80 590 \$ à 109 942 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 31 août 2012.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 31 août 2012, avec pour chacun :

- a) la durée de la période de non affectation;**
- b) le salaire total versé durant la non-affectation;**
- c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.**

Réponse : Aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 31 mars 2012

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 726 au 31 mars 2012 à 723 au 30 novembre 2012, soit une diminution de 3 titulaires représentant une baisse de 0,4 %.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. Depuis le 31 mars 2003, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de direction.

	30 NOVEMBRE 2012		31 MARS 2012		31 MARS 2011		31 MARS 2010		31 MARS 2009		31 MARS 2008	
	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$
Ministères												
SM	28	5 359 591	26	4 871 243	26	4 993 668	28	5 291 694	28	5 244 891	28	5 112 584
SMA	103	16 079 740	99	14 581 112	107	16 021 159	112	17 158 194	110	16 311 340	105	15 231 316
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	17	2 217 599	16	1 922 230	15	1 971 349	16	2 155 869	16	2 039 021	15	1 908 104
TOTAL	148	23 656 930	141	21 374 585	148	22 986 176	156	24 605 757	154	23 595 252	148	22 252 004
Organismes gouvernementaux et autres organismes (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)												
Présidents	126	20 563 904	126	20 069 699	134	21 278 761	135	21 772 888	132	20 742 229	131	19 983 490
Vice-présidents	83	11 749 923	80	10 935 805	69	9 166 048	69	9 376 542	73	9 573 998	67	8 587 702
Membres et secrétaires	366	43 255 352	379	43 484 448	361	41 393 023	368	42 240 185	354	39 722 171	363	39 947 986
TOTAL	575	75 569 179	585	74 489 952	564	71 837 832	572	73 389 615	559	70 038 398	561	68 519 178
TOTAL GLOBAL	723	99 226 109	726	95 864 537	712	94 824 008	728	97 995 372	713	93 633 650	709	90 771 182

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. Depuis le 31 mars 2003, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de direction.

	31 MARS 2007		31 MARS 2006		31 MARS 2005		31 MARS 2004		31 MARS 2003	
	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$								
Ministères										
SM	25	4 445 356	25	4 351 210	24	4 120 016	24	4 200 255	24	4 061 637
SMA	108	15 269 316	108	14 721 159	118	16 014 282	113	15 259 262	134	17 461 763
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	14	1 677 484	11	1 356 018	12	1 503 230	12	1 493 780	13	1 597 495
TOTAL	147	21 392 156	144	20 428 387	154	21 637 528	149	20 953 297	171	23 120 895
Organismes gouvernementaux et autres organismes (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)										
Présidents	134	20 359 560	134	19 487 376	133	19 189 637	134	18 983 274	138	18 980 226
Vice-présidents	64	8 019 201	68	8 325 292	63	7 630 393	65	7 766 720	69	8 165 365
Membres et secrétaires	367	39 725 353	338	36 350 210	356	37 840 700	357	37 772 631	369	37 728 611
TOTAL	565	68 104 114	540	64 162 878	552	64 660 730	556	64 522 625	576	64 874 202
TOTAL GLOBAL	712	89 496 270	684	84 591 265	706	86 298 258	705	85 475 922	747	87 995 097

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Depuis le 31 août 2012, nombre de nominations ou de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction

	Du 1 ^{er} avril au 31 août 2012	Du 1 ^{er} septembre au 30 novembre 2012
Ministères		
SM	2	14
SMA	13	24
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	1	1
TOTAL	16	39
Organismes gouvernementaux et autres organismes		
Présidents	12	12
Vice-présidents	10	11
Membres et secrétaires	41	2
TOTAL	63	25
TOTAL GLOBAL	79	64

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

Bureau du secrétaire général associé

Beaumont, Ann Marie
Bolduc, Hubert
Dorval, Caroline
Guérard, Émilie
Lachapelle, André
Lampron, Sylvie
Leclerc, Sylvie
Mangerel, Philippe
Perron, Denis

Direction des communications

Bédard, Johanne
Blais, André
Drouin-Bêty, Jason
Cliche, Anne-Marie
Gagnon, Julie
Garon, Audrey
Gaudreault, Denise
Giguère, Nathalie
Gosselin, Jérôme
Lachance, Patrick
Lajoie, Guy
Lapointe, Johanne
Laroche, Sophie
Paquette, Sylvie
Périgord-Bisson, Myriam
Vézina, Justine

Direction de la planification et de la coordination

Labelle, Jean-Claude
Bouchard, Alexina
Fortin, Stéphanie
Germain, Marylène
Sauvé, Marie-Pier
Tessier, Guillaume

* Cette liste correspond à l'effectif en place au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Le budget total pour 2012-2013 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale) et prévisions pour 2013-2014.

ANNÉE BUDGÉTAIRE	BUDGET \$
Budget 2012-2013	16 049 900
Prévisions 2013-2014	15 446 400

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 31 août 2012 : objet de la campagne; coût de la campagne; clientèle visée par la campagne; moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée); nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne; firme responsable du placement média; et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image de la première ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?

Le Secrétariat à la communication gouvernementale ne réalise pas lui-même de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du ministère du Conseil exécutif (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.

En 2012-2013, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :

	<u>1er avril au 30 novembre 2012 :</u>
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	175 000 \$
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)	93 750 \$
Ministère du Conseil exécutif (MCE)	390 000 \$
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)	30 000 \$
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)	915 000 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)	140 000 \$
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)	57 500 \$
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)	97 140 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	250 000 \$
Ministère des Transports	581 250 \$
Centre de services partagés du Québec	100 000 \$
Total :	2 829 640 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 31 août 2012 : objet de la campagne; coût de la campagne; clientèle visée par la campagne; moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée); nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne; firme responsable du placement média; et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image de la première ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?

Le Secrétariat à la communication gouvernementale ne réalise pas lui-même de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du ministère du Conseil exécutif (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.

En 2012-2013, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :

	<u>Entre le 1er avril et le 19 septembre 2012 :</u>
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	165 000 \$
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)	93 750 \$
Ministère du Conseil exécutif (MCE)	390 000 \$
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)	30 000 \$
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)	915 000 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)	140 000 \$
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)	97 140 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	250 000 \$
Ministère des Transports (MTQ)	487 500 \$
Total	2 568 390 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 31 août 2012 : objet de la campagne; coût de la campagne; clientèle visée par la campagne; moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée); nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne; firme responsable du placement média; et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image de la première ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?

Le Secrétariat à la communication gouvernementale ne réalise pas lui-même de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du ministère du Conseil exécutif (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.

En 2012-2013, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :

	<u>Entre le 20 septembre et le 30 novembre 2012 :</u>
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	10 000 \$
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	57 500 \$
Ministère des Transports	93 750 \$
Centre de services partagés du Québec	100 000 \$
Total:	261 250 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 31 août 2012.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Depuis le 19 septembre 2012, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par la première ministre.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 4 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. La liste des études et/ou des rapports commandés depuis le 31 août 2012 touchant le fédéralisme, la place du Québec au Canada et/ou la constitution canadienne, le coût de ces études et/ou rapports ainsi que leur échéancier.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. La liste des rencontres de la première ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens depuis le 19 septembre 2012, ainsi que pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. Description du volet « Cabinet du ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne » du Programme 6 (Institutions démocratiques et Participation citoyenne) ainsi que son mandat, ses objectifs, la ventilation de son budget dépensé en 2012-2013, le nombre de fonctionnaires qui y sont affectés, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Institutions démocratiques et à la Participation citoyenne.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. Description du volet « Identité et Laïcité » du Programme 6 (Institutions démocratiques et Participation citoyenne) ainsi que son mandat, ses objectifs, la ventilation de son budget dépensé en 2012-2013, le nombre de fonctionnaires qui y sont affectés, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Institutions démocratiques et à la Participation citoyenne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

*Programme 02 - Services de soutien auprès de la première ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Table des matières

NOTE AU LECTEUR

La table des matières fait état d'une concordance avec les renseignements particuliers requis également par l'opposition officielle.

Nous vous demandons de vous référer à la réponse fournie à l'opposition officielle lorsque indiqué.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE ET LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N ^o	2 ^E GROUPE D'OPPOSITION QUESTION N ^o	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
	1	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. 	1.1
	2	<p>Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité. 	2.1
1	3	<p>Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>	
4	4	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints. 	

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N°	2 ^E GROUPE D'OPPOSITION QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
	5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	5.1
	6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.	6.1
	7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	7.1
	8	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	8.1
	9	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.	9.1
	10	<p>Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours. 	10.1
	11	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de toutes les campagnes; b) le coût de ces campagnes; c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates et diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne. 	11.1
	12	<p>Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. 	12.1

OPPOSITION OFFICIELLE QUESTION N ^o	2 ^E GROUPE D'OPPOSITION QUESTION N ^o	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
6	13	Copie de toutes les directives émises par la première ministre ou le secrétaire général.	
7	14	Salaire, avantages et bonis versés aux membres de la haute direction et aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats en 2012-2013.	
9	15	Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 1 ^{er} avril 2012 avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.	
11	16	Effectifs affectés au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 1 ^{er} avril 2012, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.	
12	17	Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 1 ^{er} avril 2012.	
13	18	Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 1 ^{er} avril 2012, avec pour chacun : a) la durée de la période de non-affectation; b) le salaire total versé durant la non-affectation; c) la date et lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	
14	19	Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 31 mars 2003, avec ventilation pour chaque année.	
15	20	Depuis le 31 mars 2003, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction. Fournir la ventilation par année.	
16	21	Depuis le 31 mars 2003, nombre de nomination ou de renouvellement de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membre de direction. Fournir la ventilation par année.	
	22	L'effectif total et le budget total pour 2011-2012 et 2012-2013 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale) et prévisions pour 2013-2014.	22.1
19	23	Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale : a) objet de la campagne; b) coût de la campagne; c) clientèle visée; d) moyens publicitaires utilisés; e) nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne.	
	24	Ventilation détaillée des dépenses du ministère, en 2011-2012 et 2012-2013, pour chaque délégation, bureau ou antenne du Québec dans les provinces canadiennes.	24.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;**
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;**
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité

Formation	Date de la formation	Lieu	Nombre de participants	Coût de la formation	Coût total
Remboursement de frais de scolarité (Université Laval et ENAP)	Session Hiver 2012	Québec	9	446,41 \$	4 017,69 \$
Remboursement de frais de scolarité (Université Laval et ENAP)	Session Été 2012	Québec	4	401,42 \$	1 605,68 \$
Remboursement de frais de scolarité (Université Laval et ENAP)	Session Automne 2012	Québec	1	331,45 \$	331,45 \$
Nouvelle identité du Droit après 30 ans de Charte canadienne (Université Laval)	2012-04-17	Québec	1	100,00 \$	100,00 \$
Groupe de codéveloppement (La maison des Leaders)	2012-10-31 (5 jours dans l'année)	Québec	1	3 300,00 \$	3 300,00 \$
Conférence internationale Évaluation d'impacts sur la santé 2012	2012-08-27	Québec	3	425,00 \$	1 275,00 \$
Préparer une planification stratégique (Académie de Trans-Formation)	2012-06-21	Québec	1	495,00 \$	495,00 \$
Revue annuelle de la jurisprudence en droit administratif (Association du Barreau canadien)	2012-05-04	Québec	1	75,00 \$	75,00 \$
Colloque 2012 du Réseau d'éthique organisationnelle du Québec	2012-06-04	Québec	1	225,00 \$	225,00 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité

Formation	Date de la formation	Lieu	Nombre de participants	Coût de la formation	Coût total
26e congrès de la Fédération des secrétaires du Québec (Fédération des secrétaires du Québec)	2012-10-26	Québec	1	295,00 \$	295,00 \$
Cours d'anglais (Le Carrefour des Langues)	Du 2012-11-07 au 2013-02-23 20h/participant	Québec	2	823,20 \$	1 646,40 \$
Transition vers Office 2010 (AFI)	2012-11-30	Québec	4	81,66 \$	326,64 \$
Regards sur les transformations de gestion et des organisations (ENAP)	2012-11-15	Québec	1	195,00 \$	195,00 \$
Techniques d'entrevue gouvernementales (Université Laval)	2012-05-31	Québec	1	360,45 \$	360,45 \$
2e colloque annuel de la Chaire Mobilité (École Polytechnique de Montréal)	2012-05-23	Québec	1	61,75 \$	61,75 \$
64 ^e congrès annuel de l'Institut de l'administration publique du Canada Naviguer dans des eaux inconnues	Du 2012-08-19 au 2012-08-22	Québec	1	995,00 \$	995,00 \$
Colloque annuel de la Société québécoise d'évaluation de programme	2012-10-11	Québec	1	140,00 \$	140,00 \$
Déjeuner conférence - 25 ans du CEFRIO (Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations)	2012-06-12	Québec	1	95,00 \$	95,00 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité

Formation	Date de la formation	Lieu	Nombre de participants	Coût de la formation	Coût total
Cours de photo (Studios Drakkar)	2012-05-17	Québec	1	163,08 \$	163,08 \$
MS - PowerPoint 2003 - Débutant régulier français (Synesis – Versalys)	2012-07-09	Québec	1	220,00 \$	220,00 \$
Midi-conférences - demi-journées thématiques (Institut de gestion financière)	Abonnements annuel	Québec	2	600,00 \$	600,00 \$
Les restrictions aux droits d'accès (Association sur l'accès et la protection de l'information)	2013-01-17	Québec	1	465,00 \$	465,00 \$
Journée des acquisitions et des TIC (Centre de services partagés du Québec)	2012-10-03	Québec	3	185,33 \$	555,99 \$
Ergonomie du travail de bureau (Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur « Administration publique »)	2012-09-20	Québec	2	0,00 \$	0,00 \$
(Institut de l'administration publique du Canada)	Inscription annuelle	Québec	1	155,00 \$	155,00 \$
Séminaire sur les nouveaux modes prévention et règlement des litiges (Secrétariat du Conseil du trésor)	2012-11-08	Québec	2	0,00 \$	0,00 \$
Programme de formation à la gestion publique (PFGP) (Centre de services partagés du Québec)	1 an	Québec	2	3 985,00 \$	7 970,00 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité

Formation	Date de la formation	Lieu	Nombre de participants	Coût de la formation	Coût total
Harmonisation de la TPS et TVQ (Secrétariat du Conseil du Trésor)	2012-10-24	Québec	6	0,00 \$	0,00 \$
Analyse logique et raisonnement déductif (Académie de Trans-Formation)	2012-10-30	Québec	2	425,00 \$	850,00 \$
Devenir professionnel (Académie de Trans-Formation)	2012-11-20	Québec	1	625,00 \$	625,00 \$
Excel 2007-2010 Intermédiaire (AFI)	2012-10-22	Québec	2	230,00 \$	460,00 \$
Atelier SAGIR, TVH (Centre de services partagés du Québec)	2012-10-17	Québec	1	0,00 \$	0,00 \$
Résolution de problème et prise de décision (Académie de Trans-Formation)	2012-11-30	Québec	1	500,00 \$	500,00 \$
Apprentissage pour chefs d'équipe, chargés de projets (ENAP)	Du 2012-10-04 au 2013-04-23	Québec	1	3 400,00 \$	3 400,00 \$
Étapes et processus d'une bonne gestion de projet (Contech Bâtiment)	2012-11-13	Québec	2	605,00 \$	1 210,00 \$
Déjeuner conférence des médias (Zoom média)	2012-11-28	Québec	1	65,00 \$	65,00 \$
Colloque 2012 - Forum des jeunes (Gouvernement du Québec)	2012-06-01	Québec	3	130,00 \$	390,00 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité

Formation	Date de la formation	Lieu	Nombre de participants	Coût de la formation	Coût total
Journée Carrière (CEGEP Ste-Foy)	2012-04-12	Québec	2	22,50 \$	45,00 \$
Formation professionnelle en relations avec les médias (Richard Thibault Communications inc.)	2012-06-05	Québec	1	850,00 \$	850,00 \$
Session de préparation à la retraite (Commission scolaire de la Capitale)	2012-11-05	Québec	1	278,60 \$	278,60 \$
Planification et gestion stratégique (ENAP)	2012-11-09	Québec	1	425,00 \$	425,00 \$
Panier de gestion : alliance des cadres (ENAP)	2012-11-23	Québec	1	275,00 \$	275,00 \$
Cours de portuguais (Atelier de Conversation anglaise)	Du 2012-02-01 au 2012-05-01 45 heures	Québec	1	495,00 \$	495,00 \$
Accessibilité du Web (CIAO Technologies)	2012-10-09	Québec	1	30,38 \$	30,38 \$
Formation de porte-parole (Robert Pelletier Communications)	2012-11-27	Québec	1	337,30 \$	337,30 \$
SharePoint Support utilisateur (AFI)	2012-07-12 2 jours	Québec	1	1 580,00 \$	1 580,00 \$

TOTAL 37 485,41 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes.
Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DE LA PREMIÈRE MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenu permanents

2012-2013

62 occasionnels

15,1 %

2011-2012

57 occasionnels

14,1 %

2010-2011

65 occasionnels

15,3 %

2009-2010

60 occasionnels

13,8 %

2008-2009

50 occasionnels

11,1 %

2007-2008

49 occasionnels

10,9 %

2006-2007

60 occasionnels

13,2 %

2005-2006

25 occasionnels

10,6 %

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

	2012-2013	
	Suspension du droit d'engager des crédits demandée par le SCT*	Réduction des dépenses de fonctionnement pour l'atteinte de la cible de 9%
<i>Programme 2 (Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif)</i>	2 994,2 k\$	143,3 k\$

*au 30 novembre 2012

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

7. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

8. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Réponse : Aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

9. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.

Travaux de réparation de tapis
Installation d'un râtelier de télécommunication dans la sous-station informatique
Déplacement d'un bâti de télécommunication dans la salle de distribution
Réalisation d'une analyse exhaustive quant à la sécurité des lieux
Entretien préventif du système de climatisation dans la sous-station informatique
Entretien préventif des unités de climatisation de la salle des serveurs et autres
Remplacement de l'unité de climatisation de la salle des serveurs
Travaux d'installation de tapis
Travaux électriques pour les besoins en informatique
Travaux de signalisation
Travaux de raccordement des avertisseurs d'alarmes pour la salle des serveurs
Travaux d'entretien ménager après un déménagement
Travaux de ragréage des cloisons

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

- 10. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :**
- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;**
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.**

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 : le nom de toutes les campagnes; le coût de ces campagnes; le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; les dates de diffusion de la campagne; les objectifs visés par chaque campagne.

Objet de la campagne	Clientèle visée	Nom de la firme	Sommes dépensées
<p>EXERCICE FINANCIER 2011-2012</p> <p>Aucune campagne</p>			<p>0 \$</p>
<p>EXERCICE FINANCIER 2012-2013</p> <p>Campagne d'information sur les mesures gouvernementales favorisant l'accès à l'enseignement post-secondaire (en mai)</p> <p>Campagne d'information sur le respect des valeurs démocratiques (en mai)</p>	<p>Population en général</p> <p>Population en général</p>	<p>BRAD</p> <p>Cossette communication Inc.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quotidiens et hebdomadaires • Radio 	<p>25 224,81 \$</p> <p>117 414,12 \$</p> <p>45 834,48 \$</p> <p>188 473,41 \$</p>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

12. Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; le nom du ou des organismes bénéficiaires; le montant qui leur a été accordé;

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

22. L'effectif total et le budget total pour 2011-2012 et 2012-2013 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale) et prévisions pour 2013-2014.

	<u>2011-2012</u>	<u>2012-2013</u>	<u>Prévision 2013-2014</u>
Effectif total ¹	226	223	n/d
Budget total ¹	15 986,6 k\$	16 049,9 k\$	15 446,4 k\$
Masse salariale ¹	15 692,3 k\$	15 795,6 k\$	15 193,7 k\$

¹Données extraites des budgets de dépenses

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

24. Ventilation détaillée des dépenses du ministère, en 2011-2012 et 2012-2013, pour chaque délégation, bureau ou antenne du Québec dans les provinces canadiennes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.